

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3012 - VENDREDI 8 SEPTEMBRE 2017

CRISE LIBYENNE

Un sommet s'ouvre samedi à Brazzaville

Sous le patronage du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, et président du Comité de haut-niveau de l'Union africaine sur la Libye, la capitale congolaise abritera, ce samedi 9 septembre, un sommet

sur la crise libyenne. La rencontre de Brazzaville réunira les protagonistes libyens impliqués dans cette crise, notamment le chef du gouvernement libyen d'Union nationale, Fayez al-Sarraj et un représentant

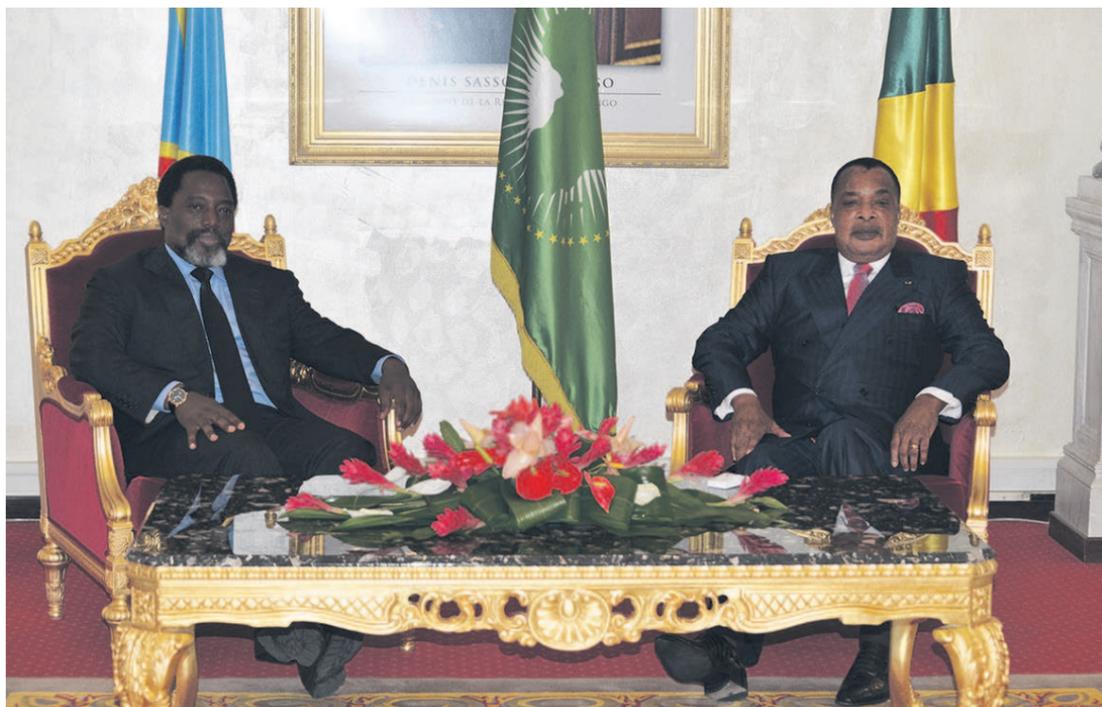
de son rival, le maréchal Khalifa Haftar. À 48 heures de l'ouverture de ce sommet les autorités congolaises ont accueilli le président du Parlement libyen basé à Tobrouk, Aguila Salah Issa. **Page 2**



Le ministre des Affaires étrangères en tête à tête avec le président du Parlement libyen de Tobrouk (Adiac)

CONGO-RDC

Rien n'a filtré de la rencontre entre Joseph Kabila et Denis Sassou N'Guesso



Denis Sassou N'Guesso et Joseph Kabila Kabange (DR)

Arrivé hier pour un bref séjour de travail à Brazzaville, où il a été accueilli par son homologue Denis Sassou N'Guesso, le président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila Kabange a regagné Kinshasa dans l'après-midi. Les deux chefs d'Etat ont échangé, au cours d'un tête-à-tête, sur la situation poli-

tique dans les deux Congo, selon les services du protocole.

L'actualité sur le continent africain et dans le monde doit logiquement avoir été évoquée par les deux dirigeants, alors que Brazzaville accueille, le 9 septembre, un mini-sommet sur la crise en Libye.

VACCINATION

Des performances encourageantes enregistrées par le PEV

La direction générale du Programme élargi de vaccination (PEV) au Congo a relevé hier des avancées dans le processus d'enrôlement des enfants en matière de lutte contre les maladies infantiles. Selon le PEV, ces avancées découlent du mécanisme visant à rappeler aux parents la date de la vaccination de leurs enfants par message téléphonique « sms rappel vaccinal », ce qui

a permis d'atteindre 10000 enfants sur 34000 attendus, en deux mois d'expérimentation. D'après le chef du PEV, le docteur Alexis Mourou Moyoka, pour plus d'efficacité sur le terrain, 25 formateurs ont été initiés au processus et 247 agents de santé évoluant dans les 98 centres de santé de Brazzaville au niveau desquels se fait la vaccination. **Page 4**

BRAZZAVILLE

La mairie à la recherche d'une autonomie financière

Le maire de Brazzaville, qui s'est réuni mercredi dernier avec les administrateurs maires des neuf arrondissements, s'est montré préoccupé de l'état des finances de sa commune.

Christian Roger Okemba qui a émis l'idée d'une centralisation des caisses municipales en vue d'une maîtrise des recettes, a également évoqué l'informatisation du fichier des contribuables. Des propositions soutenues par les maires d'arrondissements. « Il nous faut travailler plus

pour que la mairie ait des fonds propres pour s'autonomiser réellement et faire face aux besoins les plus immédiats. Il faut que nous ayons l'argent pour payer ne fût-ce que les salaires », pense l'administrateur-maire du sixième arrondissement, Talangaï, Privat Frédéric Ndeké. **Page 3**

ÉDITORIAL

Actifs encore...

Page 2

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3012 - VENDREDI 8 SEPTEMBRE 2017

CRISE LIBYENNE

Un sommet s'ouvre samedi à Brazzaville

Sous le patronage du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, et président du Comité de haut-niveau de l'Union africaine sur la Libye, la capitale congolaise abritera, ce samedi 9 septembre, un sommet

sur la crise libyenne. La rencontre de Brazzaville réunira les protagonistes libyens impliqués dans cette crise, notamment le chef du gouvernement libyen d'Union nationale, Fayez al-Sarraj et un représentant

de son rival, le maréchal Khalifa Haftar. À 48 heures de l'ouverture de ce sommet les autorités congolaises ont accueilli le président du Parlement libyen basé à Tobrouk, Aguila Salah Issa. **Page 2**



Le ministre des Affaires étrangères en tête à tête avec le président du Parlement libyen de Tobrouk (Adiac)

CONGO-RDC

Rien n'a filtré de la rencontre entre Joseph Kabila et Denis Sassou N'Guesso



Denis Sassou N'Guesso et Joseph Kabila Kabange (DR)

Arrivé hier pour un bref séjour de travail à Brazzaville, où il a été accueilli par son homologue Denis Sassou N'Guesso, le président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila Kabange a regagné Kinshasa dans l'après-midi. Les deux chefs d'Etat ont échangé, au cours d'un tête-à-tête, sur la situation poli-

tique dans les deux Congo, selon les services du protocole.

L'actualité sur le continent africain et dans le monde doit logiquement avoir été évoquée par les deux dirigeants, alors que Brazzaville accueille, le 9 septembre, un mini-sommet sur la crise en Libye.

VACCINATION

Des performances encourageantes enregistrées par le PEV

La direction générale du Programme élargi de vaccination (PEV) au Congo a relevé hier des avancées dans le processus d'enrôlement des enfants en matière de lutte contre les maladies infantiles. Selon le PEV, ces avancées découlent du mécanisme visant à rappeler aux parents la date de la vaccination de leurs enfants par message téléphonique « sms rappel vaccinal », ce qui

a permis d'atteindre 10000 enfants sur 34000 attendus, en deux mois d'expérimentation. D'après le chef du PEV, le docteur Alexis Mourou Moyoka, pour plus d'efficacité sur le terrain, 25 formateurs ont été initiés au processus et 247 agents de santé évoluant dans les 98 centres de santé de Brazzaville au niveau desquels se fait la vaccination. **Page 4**

BRAZZAVILLE

La mairie à la recherche d'une autonomie financière

Le maire de Brazzaville, qui s'est réuni mercredi dernier avec les administrateurs maires des neuf arrondissements, s'est montré préoccupé de l'état des finances de sa commune.

Christian Roger Okemba qui a émis l'idée d'une centralisation des caisses municipales en vue d'une maîtrise des recettes, a également évoqué l'informatisation du fichier des contribuables. Des propositions soutenues par les maires d'arrondissements. « Il nous faut travailler plus

pour que la mairie ait des fonds propres pour s'autonomiser réellement et faire face aux besoins les plus immédiats. Il faut que nous ayons l'argent pour payer ne fût-ce que les salaires », pense l'administrateur-maire du sixième arrondissement, Talangaï, Privat Frédéric Ndeké. **Page 3**

ÉDITORIAL

Actifs encore...

Page 2

ÉDITORIAL

Actifs encore ...

En complément du propos que nous tenions ici même hier concernant les actifs que détient le Congo, il convient d'en ajouter un qui mérite de figurer en bonne place, sinon même en tête de liste : c'est le rôle croissant que joue notre pays dans la prévention et la gestion des crises qui déchirent, ou menacent de déchirer le continent. Plus le temps passe, en effet, plus les sollicitations affluent vers Brazzaville qui est perçue, à juste titre, comme l'une des capitales les plus stables, les plus sûres, mais également les mieux équipées du continent pour aider à résoudre les conflits latents ou déclarés qui le déstabilisent.

Si la communauté internationale veut que la paix progresse en Afrique centrale, elle doit impérativement nous aider à résoudre les problèmes nés de l'effondrement brutal et imprévu des cours de l'or noir sur les marchés mondiaux. Car à chaque fois qu'elle s'est tournée vers nous afin de demander à la plus haute autorité du Congo d'agir en faveur de la paix, elle a été entendue.

Commencé il y a plusieurs décennies avec la longue marche de la Namibie et de l'Afrique du sud vers la liberté, l'égalité, le processus ne s'est jamais interrompu, prenant même une importance plus grande avec l'instauration du dialogue intérieur qui a permis à la Centrafrique de commencer à reconstruire son unité et à la Libye d'esquisser le schéma qui lui permettra demain de se réconcilier avec elle-même. Ne cherchant jamais à se mettre en avant dans la recherche de la paix notre président, Denis Sassou N'Guesso, est perçu dans les grandes capitales du monde comme l'un des hommes d'Etat africains les mieux armés intellectuellement et diplomatiquement pour aider la communauté internationale à gérer les crises qui menacent la stabilité du continent.

S'il en est ainsi c'est d'abord et avant tout parce que le Congo a su régler seul les terribles dissensions qui l'avaient conduit au bord du gouffre dans les dernières années du siècle précédent. Ayant puisé en lui-même la force nécessaire pour résoudre ses différends internes, il est bien armé aujourd'hui pour aider ses frères africains à régler les leurs. Et cette réalité doit être prise en compte par celles et ceux que le Fonds monétaire international envoie aujourd'hui chez nous pour mettre au point le plan, le dispositif, qui nous permettra de franchir les obstacles financiers que la crise du pétrole a dressés sur notre route.

Les Dépêches de Brazzaville

CRISE LIBYENNE

La 4^e réunion s'ouvre le 9 septembre à Brazzaville

Isidore Mvouba et Aguilah Salah Issa (Adiac)

Le président du Parlement libyen basé à Tobrouk, Aguilah Salah Issa, s'est entretenu, le 7 septembre à Brazzaville, avec le ministre congolais des Affaires étrangères, Jean-Claude Gakosso, dans le cadre de la réunion sur la crise libyenne.

Ce sommet, présidé par le chef de l'Etat congolais, en sa qualité de président du Comité de haut-niveau de l'Union africaine sur la Libye, permettra de rassembler tous les protagonistes libyens importants aux fins de trouver une solution à la crise qui plombe le pays depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi.

La réunion de Brazzaville connaîtra la participation du chef du Gouvernement libyen d'union nationale (GNA), Fayez al-Sarraj, et un re-

présentant de son rival, le maréchal Khalifa Haftar. Au nombre des invités figurent également le président du Conseil d'Etat et le président de l'Assemblée nationale. L'objectif de la rencontre est principalement de ramener la paix dans ce pays.

La Libye est déchirée par des conflits entre milices et deux autorités qui se disputent le pouvoir dans le pays. D'un côté, le fragile GNA, reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli, et de l'autre, une autorité, exerçant son pouvoir dans l'est du pays avec le soutien du maréchal Haftar. Réunis fin juillet, à l'initiative de la France en région parisienne, Fayez al-Sarraj et le maréchal Haftar avaient accepté - sans la signer - une feuille de route sur un cessez-le-feu et l'organisation des élections l'année

prochaine. Le président du parlement libyen basé à Tobrouk, Aguilah Salah Issa a également échangé ce 7 septembre à Brazzaville avec le président de l'Assemblée nationale du Congo, Isidore Mvouba.

Leurs entretiens ont porté sur la signature d'un probable accord politique sur la formation du prochain gouvernement, a indiqué le président du conseil des députés libyens. « Il s'agit de faire tous les efforts pour trouver une solution en Libye, une solution compatible », a-t-il ajouté.

Aguilah Salah Issa a en outre salué les efforts consentis par le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, dans la recherche des solutions à la crise en Libye.

Jean Jacques Koubemba et Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MAIRIE DE BRAZZAVILLE

Christian Roger Okemba appelle à la centralisation des caisses

Le maire de la capitale a demandé le 6 septembre à Brazzaville, aux neuf administrateurs-maires d'arrondissements de procéder à la centralisation des caisses municipales et de changer les méthodes de recouvrement en vue d'améliorer les recettes et autonomiser cette structure.



Christian Roger Okemba échangeant avec les maires d'arrondissements (DR)

Pour y parvenir, le nouveau maire central mise sur la maîtrise de l'assiette fiscale et l'informatisation du fichier des contribuables dans la circonscription de Brazzaville.

« Il nous faut travailler plus pour que la mairie ait des fonds propres pour s'autonomiser réellement et faire face aux besoins les plus immédiats. Si nous jouissons d'une autonomie financière, il faut que nous ayons l'argent pour payer ne fût-ce que les salaires », a déclaré Privat Frédéric Ndéké, administrateur-maire de Talangaï, sixième arrondissement de Brazzaville.

Actuellement, les agents municipaux cumulent quatre mois de salaire impayés. Selon l'administrateur-maire de Talangaï, plusieurs réseaux mafieux de recouvrement de taxes devraient être démantelés, afin d'arrêter l'évasion des fonds de la municipalité de Brazzaville.

« Les taxes proviennent des arrondissements et sont recouvrées par la recette municipale. Mais, nous constatons qu'il y a des services parallèles au recouvrement. Le maire a suggéré l'informatisation prochaine des services financiers à travers l'immatriculation de nos contribuables. Mais l'apport de tous est nécessaire pour renflouer les caisses de la mairie de Brazzaville », a ajouté Privat Frédéric Ndéké.

Les administrateurs-maires ont également évoqué le problème d'occupation illégale du domaine public, d'assainissement des quartiers, de santé, de sécurité et d'hygiène.

« Les points saillants de nos administrations ont été évoqués et nous avons demandé au maire de les consigner dans un document », a dit Privat Frédéric Ndéké.

Par ailleurs, le maire de Brazzaville s'est entretenu avec les commissaires centraux de police des différents arrondissements sur les questions liées à la sécurité dans la capitale.

Fortuné Ibara

MARITIME

L'ACODM veut adhérer au Comité maritime international

L'Association congolaise du droit maritime (ACODM) entend adhérer au Comité maritime international (CMI) qui tient son assemblée générale du 7 au 8 septembre à Gênes en Italie.

En vue d'atteindre cet objectif, le président de l'ACODM, Eric Dibas-Franck a sollicité l'appui de son homologue de l'Association française du droit maritime.

« Nous souhaitons qu'à l'occasion de la réunion du CMI qui se tient du 7 au 8 septembre courant que votre association puisse bien vouloir nous apporter l'appui nécessaire en vue de notre adhésion », dit-il.

Le CMI est une structure qui a pour objet de contribuer à l'unification du droit maritime sous tous ses aspects. Il se compose d'associations nationales ou multinationales de droit maritime.

L'ACODM vise, entre autres, à contribuer à l'élaboration, au renforcement et à la vulgarisation du droit maritime. Son adhésion au CMI devrait permettre de faire connaître les problématiques du droit maritime africain aux institutions internationales.

« Le CMI est le lieu par excellence où s'élaborent les projets de conventions maritimes internationales tout comme



Un navire à quai au port autonome de Pointe-Noire (D)

à l'OMI. La participation de notre association à cette organisation contribuera à assurer le rayonnement et l'attractivité du droit régissant le transport maritime et le transport multimodal », estime Eric Dibas-Franck.

Depuis plus de 70 ans, le CMI s'emploie à la rédaction des textes du droit maritime dont certains servent de socle aux législations nationales et aux propositions des conventions maritimes de l'Organisation maritime internationale (OMI). Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 80% du commerce international s'effectue par voie maritime. Le Congo qui dispose d'une façade maritime de 170km et

d'un port naturel en eau profonde, réalise plus de 90% de ses échanges commerciaux internationaux par la mer. Il a ratifié presque la quasi-totalité des conventions maritimes de l'OMI.

Le CMI tient son assemblée générale à une vingtaine de jours de la célébration de la journée mondiale de la mer qui sera placée cette année sous la thématique : « Connecter navires, ports et personnes ». Cette journée est l'occasion d'attirer l'attention de la communauté internationale sur l'importance des transports maritimes dans le développement socioéconomique et de souligner la nécessité d'améliorer la sécurité, la sûreté et l'efficacité du secteur.

Christian Brice Elion

GESTION DU FONCIER

Les propriétaires terriens sommés d'établir un fichier commun d'ici un mois

Le ministre des Affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement, Pierre Mabilia, s'est entretenu le 7 septembre à Brazzaville, avec l'association des propriétaires terriens du Congo. Il a saisi l'occasion pour appeler ces derniers à établir un fichier commun de tous les terriens du Congo dans un délai d'un mois.

Conscient que les propriétaires terriens constituent le premier maillon dans la bonne gestion du foncier, Pierre Mabilia qui vient de reprendre la tête de ce département a tenu à leur donner les nouvelles orientations du gouvernement dans le domaine foncier. Pour lui, la mise en place d'un fichier commun des terriens du Congo s'inscrit dans le cadre des mesures visant à mettre de l'ordre dans ce secteur stratégique.

« La première mesure que nous prenons c'est de vous demander de nous fournir le fichier complet de tous les propriétaires ter-

riens du Congo. Je vous donne un mois à compter de ce jour. Si cela n'est pas fait, nous procé-

derons à des sanctions sévères, parce que vous n'êtes pas au-dessus de la loi. Vous n'avez aucun

prétexte », a lancé Pierre Mabilia. Dans ce fichier, a-t-il poursuivi, chacun des propriétaires ter-

riens devra, hormis ses noms et prénoms, mentionner l'endroit où se situent ses terres ainsi que la superficie totale qu'elles couvrent. En exigeant le recensement de tous ces acteurs, l'objectif du ministère est d'avoir la meilleure maîtrise des propriétaires terriens au Congo, mais aussi des espaces qu'ils occupent.

Le ministre des Affaires foncières et du domaine public a en outre demandé aux propriétaires terriens de ne plus vendre des portions de terrains situées dans les zones interdites de commercialisation, conformément à la loi foncière. « La loi de 2004 indique entre autres qu'on ne peut pas occuper les zones non constructibles, notamment les montagnes sablonneuses, les versants de montagnes, les zones marécageuses, des emprises des cours d'eau, des routes nationales », a-t-il rappelé.



Des propriétaires terriens du Congo lors de la rencontre avec le ministre Pierre Mabilia (photo Adiac)

Firmin Oyé

VACCINATION

Plus de 10.000 enfants enregistrés grâce aux « sms rappel vaccinal »

En deux mois d'expérimentation, le mécanisme visant à rappeler aux parents la date de la vaccination de leurs enfants par message téléphonique a permis d'atteindre 10000 enfants sur 34000 attendus. « Dans les jours à venir, grâce à ce mécanisme nous atteindrons les meilleures performances en matière de couverture vaccinale », a rassuré le médecin chef du Programme Elargi de Vaccination (PEV), docteur Alexis Mourou Moyoka.

98% des enfants nés au Congo reçoivent des vaccins à la naissance. Pourtant, 27% seulement sont complètement vaccinés. Autrement dit, entre les enfants qui commencent la vaccination et ceux qui la poursuivent jusqu'au bout, il y a une perte de 71%, selon les explications du docteur Alexis Mourou Moyoka. « Ce qui contribue à la faiblesse des performances de notre système vaccinal », a-t-il fait savoir en présence de la ministre de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, la représentante de l'OMS, Fatoumata Binta Diallo et d'autres partenaires lors d'une descente effectuée le 7 septembre au Centre de santé intégré Marien-Ngouabi de Talangaï. Objectif : mesurer le niveau de pénétration dans les foyers du système d'alerte « sms rappel vaccinal ».

Dans ce centre de santé du sixième arrondissement de la



Vue d'enfants à l'hôpital/crédit photo Adiac

capitale, les chiffres indiquent que l'opération tient ses promesses et que le district sanitaire de Talangaï a réalisé le taux d'enregistrement le plus

élevé au niveau de Brazzaville : 2968 contre 2205 pour Mfilou, 1265 pour Djiri, 991 pour Ouenzé, 835 pour Poto-Poto, 710 pour Moundali, 624

pour Makélékélé, 274 pour Baongo... Pour les enfants ayant été rappelés pour n'avoir pas terminé le processus de vaccination, les chiffres sont

que lorsque les parents ne répondent aux « sms rappel vaccinal », le système envoie un sms d'alerte aux relais communautaires qui couvrent la zone où vit l'enfant. Les relais à leur tour se rapprochent des parents. C'est ainsi que 25 formateurs ont été initiés au processus et 247 agents de santé qui évoluent dans les 98 centres de santé de Brazzaville au niveau desquels se fait la vaccination. En rappel, la convention de partenariat sur le projet « sms pour améliorer la vaccination de routine » ou « sms rappel vaccinal » a été signée le 24 février 2017 à Brazzaville par les ministres de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo et celui des Postes et Télécommunications, Léon Juste Ibombo, à travers les sociétés de téléphonie mobile Airtel et Azur. Il était prévu que la phase pilote de ce projet débute dans les districts sanitaires de Brazzaville et de Pointe-Noire comme c'est d'ailleurs le cas aujourd'hui, avant de s'étendre sur l'ensemble du territoire national.

Rominique Nerplat Makaya

tout autres : 1701 de 4 mois, 1586 de 3 mois, 521 de 2 mois et 64 de 9 mois.

Le docteur Alexis Mourou Moyoka a par ailleurs expliqué

LES MEILLEURES FORMATIONS

Réseau et Système

2
Gérez les serveurs virtuels en entreprise

1
Gestion Internet en entreprise

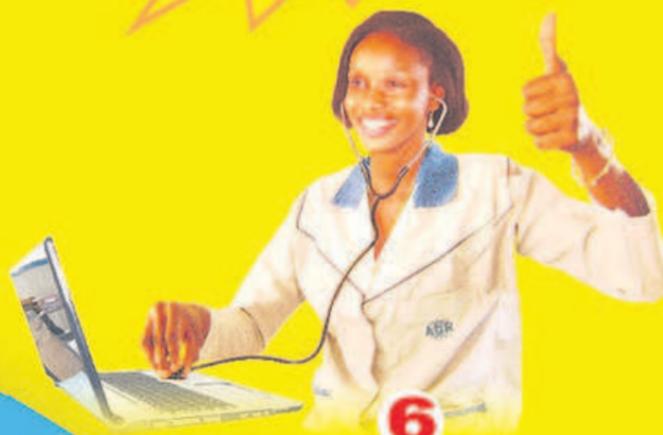
3
Devenez Expert en maintenance informatique et réseau

4
Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente

5
Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)

6
Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC

100% pratique



06 621 45 25 / 05 345 78 62

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)
Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

BURUNDI

L'ONU exhorte la CPI à enquêter sur les crimes contre l'humanité

Dans un rapport publié mardi, la commission indépendante d'enquête de l'ONU sur les crimes commis au Burundi a exhorté la Cour pénale internationale (CPI) à enquêter de toute urgence sur les crimes contre l'humanité et autres atrocités.

Le président de la commission d'enquête de l'ONU parle d'une attaque « généralisée ou systématique » contre la population civile. Fatsah Ouguerouz va jusqu'à blâmer « une politique de l'Etat burundais ».

La publication de ce rapport a satisfait l'opposition. Pancrace Cimpaye, porte-parole de la plateforme d'opposition en exil, le Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et de l'Etat de droit (Cnared), s'est dit satisfait que la chaîne de décision soit clairement exposée.

« La nouveauté est d'oser dire publiquement les choses dans un rapport », s'est-il félicité. Les faits avérés indiquent clairement que Pierre Nkurunziza est le premier responsable de ce bain de sang. Non seulement il a forcé un troisième mandat illégal et impose à tout le peuple burundais de l'accepter dans le sang. Il est le premier responsable. Deuxièmement, la garde présidentielle de Nkurunziza, la milice des Imbonerakure qu'il contrôle, les services de renseignements logés dans ses bu-

reaux, voilà les entités qui sèment la désolation et la mort au Burundi ». Parlant des attaques « généralisées » contre la population, il a ajouté que, « C'est tout à fait normal que le premier responsable Nkurunziza soit épinglé, poursuit Pancrace Cimpaye. Et avec lui sa galaxie, les gens qui gravitent autour de lui, les généraux impliqués qui sont répétés depuis bientôt trois ans dans tous les rapports, et ils n'avaient jamais été inquiétés. Ce rapport met le doigt sur les véritables responsables, parce que la milice Imbonerakure est devenue plus forte que l'armée, la police et le Parlement. C'est donc tout à fait normal que ces milices soient dans ce rapport les véritables responsables du drame qui secoue le Burundi, qu'ils soient enfin nommés officiellement ».

Comme le stipule son mandat, la commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU se doit d'« identifier les auteurs présumés, en vue de faire pleinement respecter le principe de responsabilité ».

Le rapatriement de réfugiés en provenance de Tanzanie a démarré le jeudi 7 septembre

Au total, 300 Burundais vont être rapatriés dans un convoi du HCR. C'est le premier convoi en provenance des camps de réfugiés tanzaniens. Tous sont volontaires pour ce retour. Un retour pour lequel le HCR avait d'abord émis des réserves.

En effet, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés était réticent à l'idée de rapatrier ces Burundais. Il estimait que les conditions pour leur retour n'étaient pas encore réunies, malgré quelque 12 000 volontaires déjà inscrits sur les listes. Les deux pays et le HCR se sont finalement retrouvés dans une réunion qui a abouti, il y a une semaine, à la signature d'une convention tripartite sur un rapatriement volontaire de tous ceux qui en avaient exprimé la volonté dans les trois camps de réfugiés.

Ces réfugiés seront accueillis dans le centre de transit de Ruyigi, à l'extrême Est du Burundi. Puis une centaine parmi elles, toutes originaires de l'ouest du pays, vont poursuivre leur route jusqu'au centre de transit de Kajaga, non loin de la capitale Bujumbura. Toutes ces personnes doivent passer 48 heures dans ces centres avant d'être acheminées sur leurs collines d'origine avec des vivres pour trois mois.

Les rapatriements devraient se poursuivre jusqu'à ce que tous les volontaires rentrent au bercail d'ici décembre, comme convenu. En parallèle, plus de 240 000 autres réfugiés burundais de Tanzanie ne sont pas candidats au retour à ce jour et ils n'avaient pas caché leur crainte d'être refoulés par les autorités de ce pays. La Tanzanie s'est engagée de son côté à ne pas les renvoyer de force.

Yvette Reine Nzaba

SAHEL

Des experts proposent « un plan Marshall » pour la sécurité

Des experts en défense et sécurité ont suggéré, le 5 septembre à Ouagadougou, la mise en place d'un « plan Marshall » pour faire face aux défis sécuritaires dans la bande sahélo-saharienne, théâtre d'une série d'attaques djihadistes.

Des centaines de scientifiques, d'universitaires et de militaires, venus d'une dizaine de pays africains et européens, ont fait le déplacement pour participer à un colloque qui durera trois jours dans la capitale burkinabè. Objectif : échanger sur leurs expériences et dégager des « pistes » contre les attentats et la criminalité transfrontalière.

Notant les « insuffisances » chroniques des systèmes de défense et de sécurité des pays sahéliens, le colonel Denise Auguste Barry, directeur exécutif du Centre d'études stratégiques en défense et sécurité burkinabè, a proposé « la mise en place d'un plan Marshall ou d'un programme spécial d'endettement encadré pour permettre aux Etats de s'équiper de façon appropriée pour faire face aux défis sécuritaires ».

Cet ancien ministre de la Sécurité du Burkina Faso a également appelé à « l'élaboration urgente d'une stratégie antiterroriste au niveau des Etats, elle-même intégrée dans une stratégie commune au niveau des communautés économiques régionales », alors que les pays du G5 Sahel peinent à mobiliser les 400 millions d'euros nécessaires pour la mise en place d'une force conjointe antiterroriste. « Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest en particulier se trouvent entre deux marges : le terrorisme et les trafiquants de drogue », a souligné le Pr Zakaria Ousmane Ramadane, un ancien fonctionnaire des Nations unies spécialiste du développement, appelant à « formuler des stratégies innovantes ». Et le colonel Barry d'insister : « Nos Etats ont besoin d'outils d'analyse stratégique d'anticipation et de prévention des menaces », « le temps de l'improvisation est révolu ». Le Burkina Faso a été frappé mi-août par un attentat djihadiste contre un restaurant à Ouagadougou, qui a fait 19 morts et 21 blessés. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont régulièrement touchés par des attaques djihadistes.

Josiane Mambou Loukoula



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

ONU/MALI

Mise en place d'un régime de sanctions contre ceux qui entravent l'accord de paix

À la demande des autorités maliennes, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé mardi de créer un régime de sanctions ciblées contre ceux qui dressent des obstacles à l'application de l'accord pour la paix et la réconciliation dans ce pays, dont les fragiles avancées réalisées jusqu'à présent sont mises en péril.

En adoptant à l'unanimité de ses quinze membres la résolution 2374 (2017), le Conseil, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations unies, a frappé d'interdiction de voyager et soumis à un gel des avoirs des individus et des entités qui seront ultérieurement identifiés par un comité de sanctions, lequel sera secondé par un groupe d'experts. Aux termes de ce texte, il est décidé que tous les États membres doivent, pour une période initiale d'un an, « prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée ou le passage en transit sur leur territoire des personnes désignées par le Comité », à quelques exceptions près, notamment lorsque le voyage se justifie par des raisons humanitaires, « y compris un devoir religieux ».

Egalement pour une période initiale d'un an, tous les États membres doivent geler immédiatement les « fonds et autres avoirs financiers et ressources économiques » se trouvant sur leur territoire en la possession ou sous le contrôle direct ou indirect des personnes ou entités que le Comité désignera.

Les critères de désignation comprennent le fait de « prendre part à des hostilités en violation de l'Accord », « de prendre des mesures qui empêchent, retardent excessivement ou menacent la mise en œuvre de l'Accord », et de fournir aux personnes ou entités visées un appui ou un financement, notamment le produit de la criminalité organisée, « dont la production et le commerce illicites de stupéfiants, la traite des êtres humains, le trafic de migrants, la contrebande et le trafic d'armes et le trafic de biens culturels ».

En outre, sont visées par les sanctions, les responsables d'attaques contre les institutions locales, régionales et nationales, les Forces de défense et de sécurité maliennes, les forces internationales de sécurité, les Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) et le personnel des Nations unies et le personnel associé, y compris les membres du Groupe d'experts.

Dans le préambule de sa résolution, le Conseil condamne vigoureusement les actes d'organisations terroristes, dont le Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Al-Mourabitoun, Ansar Eddine et les mouvements et personnes qui leur sont affiliés, notamment le Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), l'État islamique dans le Grand Sahara et Ansaroul Islam.

Porte-plume de cette résolution, la France s'est félicitée de l'adoption de ce texte, consécutive à la saisine du Conseil par le Mali en vue de répondre aux violations de l'Accord. Son représentant a rappelé que l'idée d'imposer des sanctions « n'est pas nouvelle », et qu'elle a été plusieurs fois recommandée par le secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Yvette Reine Nzaba

DROITS HUMAINS

80% de personnes handicapées vivent dans les pays en développement

Si 15% de la population mondiale est constituée de personnes handicapées, 80% vivent dans les pays en développement. Elles sont souvent marginalisées et ne jouissent pas des droits de l'homme prévus par les textes. Ce sont des personnes atteintes soit d'une malformation physique, soit de troubles mentaux, intellectuels ou sensoriels. Ces personnes handicapées sont souvent exclues du reste de la société, selon l'Organisation des Nations unies.

La discrimination dont elles sont victimes peut prendre différentes formes : depuis l'exclusion du milieu éducatif ou professionnel jusqu'à des formes d'exclusion plus « subtiles », telles que la ségrégation et l'isolement imposés par un certain nombre de barrières sociales.

Pour changer la perception et la conception même du handicap, il convient de faire évoluer nos valeurs et contribuer à une meilleure compréhension du handicap à tous les niveaux de la société.

Depuis sa création, l'ONU s'efforce d'établir des normes d'égalité de traitement et d'accès aux services en faveur des personnes handicapées. La Convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptée en 2006, a établi des normes internationales pour garantir la jouissance des droits de l'homme à toutes les personnes handicapées. Mais ces droits ne sont pas totalement appliqués. Heureusement, quelques personnes de grande générosité, contribuent, à leur manière, à rendre la vie des personnes exclues plus convenables, là où les droits de l'homme devraient être respectés par tous.

Noël Ndong

FESTIVAL DE LA SAPE

Hommage à Guy Domyce Azangassoué et Lezin Mampouya dit Lozano



les sapeurs prenant d'assaut l'avenue des Trois Martyrs (Adiac)

La troisième édition du festival de la sape a été récemment organisée par l'administrateur maire de l'arrondissement 5 Ouenzé, Marcel Nganongo. Placée sous le thème « La sape : puissant vecteur de l'unité nationale et du vivre ensemble », cette édition qui s'est déroulée en présence du ministre de la Culture et des arts Dieudonné Moyongo, a rendu hommage à Guy Domyce Azangassoué et Lezin Mampouya dit Lozano.

À la différence des deux premières éditions qui étaient dédiées chacune à un sapeur, celle-ci a honoré deux sapeurs qui ne sont plus de ce monde.

Le 28 juin 2015, l'administrateur-maire de Ouenzé lançait pour la toute première fois le festival de la sape. Cette première édition qui avait pour thème : « A travers la sape, valorisons les idéaux de paix, d'unité et de concorde nationale », était dédiée à Mayembo de Base.

La seconde édition de ce festival s'est tenue le 9 juillet 2016. Elle a rendu hommage à Bernard Rapha Bounzeki dit Afara, sous le thème : « Avec la sape, continuons à promouvoir la paix, la concorde et l'unité nationale ». Ces deux éditions avaient regroupé les sapeurs de la ville capitale et d'autres pays étrangers.

« Cette troisième édition du festival de la sape connaît une particularité qui en réalité est une innovation. Cependant, la constance est restée de mise dans la thématique. Pour ceux qui ont eu l'opportunité de participer à toutes ces éditions, ils ont dû souligner la fréquence répétitive des vocables paix, concorde, unité. Voilà pourquoi, nous persistons à dire depuis les précé-

dentes éditions que la sape est une force motrice qui, non seulement charrie les hommes et les femmes épris d'amour et de paix vers une société sans conflit, mais aussi assure toutes les conditions de tranquillité, de gaieté, d'ambiance et de savoir être », a indiqué Marcel Nganongo.

Il a en outre annoncé que la prochaine édition du festival qui sera dédiée à deux grands noms de la Sape, à savoir Mazouka Ma Mbongo le doyen et Gande Maleka.

Prenant la parole le ministre Dieudonné Moyongo a exhorté les sapeurs à enclencher une réflexion sur l'insertion de la dimension économique dans la sape. « Aujourd'hui, tout le

de la culture et des arts, les sapeurs organisés au sein des mutuelles et associations, venus de quatre coins de Brazzaville, ont dandiné sur le macadam de l'avenue des Trois Martyrs. Ces sapeurs appartiennent à plusieurs organisations (mutuelle Tout est possible avec Elie Fontaine et le Raïs de la sape, association de la sapologie féminine, les Anges de la Sape, France libre de Yves Ngatsongo, la Guestapo de la sape, les Diablos-rouges de la sape avec Elie Fontaine, Club sans frontière, l'Amérique n'a pas d'amis, Nino Valente le Guru de la sape, la ligue des champions de Makélékélé, 242 code ya Mboka, les collecteurs de la sape, Dynamique des sapeurs de Talangaï avec Roland Itoua,

« Aujourd'hui, tout le monde le sait, nous sommes en train de connaître des moments difficiles au plan économique. Mais, si nous nous organisons, c'est sûr que ce phénomène va apporter quelque chose à l'économie de notre pays. Voilà pourquoi chers sapeurs, amoureux de l'élégance, je vous exhorte à partir de maintenant à mener une réflexion pour que l'aspect économique soit pris en compte dans ce phénomène »

monde le sait, nous sommes en train de connaître des moments difficiles au plan économique. Mais, si nous nous organisons, c'est sûr que ce phénomène va apporter quelque chose à l'économie de notre pays. Voilà pourquoi chers sapeurs, amoureux de l'élégance, je vous exhorte à partir de maintenant à mener une réflexion pour que l'aspect économique soit pris en compte dans ce phénomène », a-t-il renchéri.

Après l'intervention du ministre

les 12 Apôtres de la sape). L'un des temps forts de la soirée a été le passage d'individualités telles que le styliste et modéliste Eric Kanga, ainsi que Maxime Pivot, l'applaudimètre de la soirée.

Notons que le diplôme d'honneur a été remis à l'icône de la sape, Souris Cacharel, par le ministre de la culture et des arts, accompagné des présents vestimentaires remis par l'administrateur maire de l'arrondissement 5 Ouenzé.

Bruno Okokana
et Raoulla Yondot Kanga

DISTINCTION

Le Congolais Guy-Alexandre Sounda, lauréat du Prix Ethiophile 2017

Sous la présidence de l'écrivain Daniel Maximin, le jury du Prix Ethiophile récompense, pour sa 3^{ème} édition, le romancier Guy-Alexandre Sounda, auteur du premier roman « Confessions d'une sardine sans tête », Éditions Sur Le Fil

Cette cérémonie se déroulera le 30 septembre prochain, à 15 h, au restaurant « Le Procope », dans le sixième arrondissement de Paris. Guy-Alexandre succède à deux lauréats haïtiens. Son premier roman, lyrique, truculent, soutenu par des expressions congolaises, introduit le souffle du théâtre et l'endurance romanesque de l'histoire d'un ancien milicien rebelle en refuge à Paris. Un personnage inventé qui a le courage de prendre la parole, de se raconter sur la place publique, d'exprimer sa révolte impulsée par le tracas du souvenir de ses victimes, tuées sans raison apparente, mécaniquement, ridiculement, comme le fut d'ailleurs son père, disparu

de la même manière. Confessions d'une sardine sans tête, son premier roman, fait écho à la guerre militaire et civile qui a eu lieu au Congo Brazzaville et nous raconte la dépossession de soi et la fragmentation de la conscience à travers l'itinéraire nocturne d'un « ex-saigneur » de guerre qui tente de s'extirper à coups de gnôle et de mots nus du piège dans lequel les errances de son passé jonché de trop de douilles et de cadavres l'ont enfermé.

Né à Brazzaville, Guy Alexandre Sounda est écrivain, conteur, enseignant, comédien, metteur en scène, animateur de radio. Son style d'écriture, « le pa-



Guy-Alexandre Sounda (DR)

potage congolais », une profusion de mots à fleur de peau dont la résonance révèle avant tout sa propre part d'ombre et de fragilité, est une forme de symbiose entre le drame, le poème et le conte. Se définissant comme un jongleur de mots, un homme sans frontières, défricheur de territoires, il partage sa vie entre Paris et la Vallée d'Aoste où il a créé « Vues d'ici & Vents d'ailleurs », un festival international des arts solidaires, et compte à son actif plusieurs tournées en Amé-

rique du Sud, en Afrique et en Europe, et de nombreux textes (articles de presse, chroniques, nouvelles, pièces de théâtre) dont Le Fantôme du quai d'en face, récit théâtral publié en 2009 au Québec.

« L'Association Ethiophile », créée en mars 2015, attribue le « Prix Ethiophile » chaque année, pour couronner des textes francophones : romans, poésie, théâtre, essais. Pour 2017, étaient en compétition en dehors du lauréat : Mon royaume pour une guitare, de Kidi Bebey (Éditions Michel Lafon) ; Et ton absence se fera chair, de Siham Bouhhal (Éditions Yovana) ; L'Appel de la lune, de Tidiane N'Diaye (Éditions Gallimard, Continents Noirs) ; La Reine du tango, d'Akli Tadjer, (Éditions JC Lattès) et Celui qui est digne d'être aimé, d'Abdellah Taïa (Éditions Seuil).

Marie Alfred Ngoma

INTERVIEW

Patrick Mbongo : « Hurçus Samba va se préparer en Afrique du sud »

Le directeur général de Bonheur society, manager du boxeur Hurçus Samba, a promis de créer toutes les conditions pour que son protégé bénéficie d'une meilleure préparation avant d'affronter, le 28 octobre à Brazzaville, le champion ghanéen pour la ceinture UBO dans la catégorie lourd-léger.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB). Au mois d'octobre, votre protégé Hurçus Samba montera sur ring pour son premier combat professionnel à Brazzaville. Comment préparez-vous cette rencontre ?

Patrick Mbongo (PM) : Nous nous organisons bien. D'ici là, il se rendra à Pointe-Noire pour les préparatifs et après, il ira en Afrique du sud. Je vais l'accompagner. Entretemps, il y a un coach UBO qui a quitté Lubumbashi en RDC. Il est ici avec nous

à Brazzaville. Il va l'accompagner en Afrique du sud où ils auront trois semaines voire un mois à passer là-bas.

L.D.B : Trois semaines ou un mois en Afrique du sud, concrètement quel sera votre apport ?

P.M : Le promoteur du combat, un ancien champion du monde Mukadi Manda a envoyé un expert UBO. Nous avons réuni toutes les conditions pour mettre notre boxeur dans de bonnes conditions (hébergement, nutrition, voyage), C'est un boxeur professionnel. Nous l'accompagnons moralement. Tout est déjà calé. On se bat tant bien que mal malgré la crise pour l'aider dans sa préparation.

L.D.B : Croyez-vous en ses capacités de gagner la ceinture UBO ?

P.M. Hurçus Samba a commencé sa carrière par des KO. Je me rappelle encore son premier combat à la case «Che» à Poto-Poto. Après, il y a eu le championnat national qui s'est déroulé à Luna Park, il a réédité les mêmes exploits. Je crois en ses capacités et si nous prenons les choses au sérieux, il fera quelque chose de grand. Tel que nous nous préparons, il y a espoir que notre poulain Hurçus gagnera.

L.D.B : Qu'est ce qui vous a motivé à choisir Hurçus Samba comme protégé ?

P.M. Quand Hurçus Samba a débuté sa carrière à Brazzaville, je l'accompagnais alors qu'il ne faisait que la boxe amateur. On a d'autres grands du quartier à Poto-Poto qui l'ont soutenu. On le suivait de près. On l'avait abandonné un moment donné et quand on s'est rendu compte qu'il

a gagné en maturité pour la boxe professionnelle, nous étions obligés de continuer notre travail comme cela a été au début de sa carrière.

L.DB : Et pour conclure ?

P.M : Que tous les Congolais puissent être derrière lui. Nous espérons qu'il gagnera cette ceinture. Je demande aux Congolais de soutenir les sportifs. Nous avons vu dernièrement le combat de boxe à la télé. Chez nous au Congo, nous rentrons dans la phase de la boxe professionnelle. Nous devrions nous unir pour soutenir nos boxeurs et qu'ils feront le bonheur de notre pays. Ça va



faire avancer le sport, vous savez que le sport unit les peuples. On va oublier d'autres problèmes si le sport marche.

Propos recueillis par James Golden Eloué

INSTITUTION SAINT FRANCOIS D'ASSISE DE MAKABANDILOU

Etablissement scolaire privé • PRIMAIRE • COLLEGE • LYCEE • INTERNAT

00 (242) 05 549-44-07 / 06 642-96-07

secretaireisfa@gmail.com

web.facebook.com/institution-Saint-François-dAssise-de-makabandilou

JOURNEE PORTES OUVERTES

SAMEDI 09 SEPTEMBRE 2017

De 09h00 à 17h00

Informations et visites guidées

VENEZ NOMBREUX !





BUREAU + Chaise à roulette *



149.000
FCFA HT*

Chaise à roulette *



149.000
FCFA HT*



LE RESEAU DES SMARTPHONES

**MULTIPLIE TON CRÉDIT
AVEC BONUS MOPAO**

Gagne jusqu'à **150% de bonus**
sur tes appels vers tous les réseaux

Compose *121*1*2#

AG Partners



RITUEL THAÏ

Société à responsabilité limitée
Capital : 1.000.000,00 de francs CFA
Siège social : Avenue Stéphane TCHITCHELLE n° 163, Centre-ville
Pointe-Noire, République du Congo,
R.C.C.M.: CG/PNR/17B 108

Aux termes du procès-verbal d'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 6 septembre 2017, dûment enregistré à la recette de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre de Pointe-Noire Centre, sous le numéro 6519, folio 161/4,

Il a été décidé par les associées, de la nomination d'une nouvelle gérante, en la personne de Madame Simone Antoinette INGOBA, suite à la démission de Mademoiselle DESCALZI CALS Alexandra Chloé de ses fonctions de gérante de la société RITUEL THAÏ.

Le dépôt légal de cet acte portant nomination de la nouvelle gérante de la société RITUEL THAÏ SARL, objet des présentes a été effectué au greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 06 septembre 2017 et enregistrés sous les numéros 17 DA 1101.

Pour avis,

Le Cabinet d'Avocats GOMES.



KD Computer

OFFRE D'EMPLOI

KDCOMPUTER - Entreprise informatique Recherche
-2 Formateurs en réseau, maintenance des ordinateurs, Linux et Windows Server

-1 Technicien de maintenance
Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle
Maîtrise les réseaux câblés et Wifi / Windows 7/8/10 / Word/Excel/ Internet

-1 Secrétaire
Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle
Maîtrise Word/Excel/Publisher/Internet

-1 Technico-Commercial
Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle
Maîtrise Word/Excel/Publisher/PowerPoint/Internet

La connaissance de la langue anglaise est un atout déterminant
Dossier à fournir : Lettre de motivation, CV, diplôme, certificat ou titre professionnel

Horaires de dépôt : 17h30 - 20h00

Date limite de dépôt : samedi 09 septembre 2017

Tél : 06 621 45 25 / 05 345 78 62

Adresse : 849, rue Voula - Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)
Brazzaville - Congo

e-mail : kdcomputer2011@gmail.com /

kdcomputer2011@hotmail.com

IN MEMORIAM



Déjà deux années que tu nous a quitté Papa !
Le temps passe si vite, mais ton souvenir est plus que jamais là.

A l'occasion de ce triste deuxième anniversaire, du décès de notre très cher bien-aimé Père et Mari, Gilbert Okondza, Les enfants Okondza : Justin, Opias, Gilthèse, Gandy, Gracette, Espérance, Viha et la veuve Thérèse Okondza

Vous prient de se joindre à eux, afin d'avoir une pensée en mémoire de l'âme de cet illustre homme.

A cet effet, une messe pour le repos de son âme, sera dite ce dimanche 10 septembre 2017 à 10h30 à l'église Sainte Marie de Ouenzé.

Papa, nous ne n'oublierons jamais, que Dieu te bénisse.

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



Cercle « Gestion & Développement »

Cabinet JPI

SÉMINAIRES D'IMPRÉGNATION DES INNOVATIONS APPORTÉES PAR LE SYSTÈME COMPTABLE OHADA RÉVISÉ

Brazzaville (du 07 au 12 octobre 2017) et Pointe-Noire (du 14 au 19 octobre 2017)
(Avec un traitement particulier pour Etudiants et élèves)

Renseignements et inscriptions avant le 30 septembre 2017 à 17H00 (places limitées)

CONTACTS: 00242 06 666 51 20 / 06 962 00 11 / 05 528 55 43 - syscohadapourtous@gmail.com

1^{er} étage immeuble Mboli, arrêt de bus Ebomapoko, Massengo Soprogi (en diagonale de la pharmacie de nuit OASIS)



VATICAN

Zoom sur quelques ecclésiastiques congolais de la Curie romaine

Des prêtres ressortissants de la République démocratiques du Congo occupent des postes de responsabilités au sein de la Curie romaine au Vatican. La Curie romaine est l'ensemble des dicastères et autres organismes du Saint-Siège qui assistent le pape dans sa mission de pasteur suprême de l'Église catholique. Petit tour d'horizon de ces prêtres originaires de la RDC.

Mgr Léon Kalenga Badikebele, nonce apostolique (ambassadeur du Vatican) au Salvador en Amérique latine

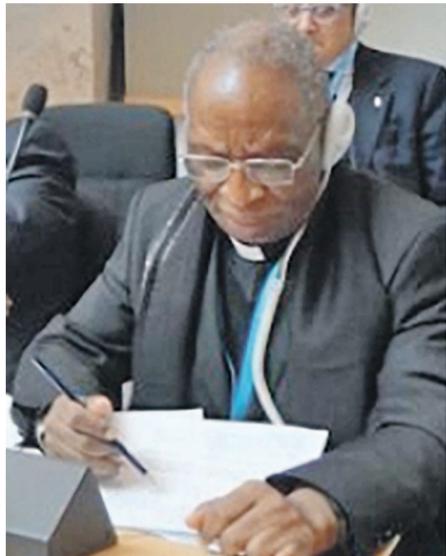
Mgr Léon Kalenga Badikebele est le seul



nonce apostolique (ambassadeur du Vatican) originaire de la RDC. Il est actuellement en poste au Salvador, en Amérique latine. Il a été nommé nonce auprès du Salvador le 22 février 2013 ainsi que du Belize le 13 avril de la même année, par le pape Benoît XVI. Auparavant, il était nonce apostolique au Ghana depuis le 1er mars 2008, toujours nommé par Benoît XVI. Né en 1956 à Kamina, Mgr Léon Kalenga Badikebele a été ordonné prêtre en 1982 pour le diocèse de Luebo. Diplômé en droit canonique, il est entré au service diplomatique du Saint-Siège le 27 février 1990. Il a travaillé successivement dans les nonciatures d'Haïti, du Guatemala, de Zambie, du Brésil, d'Égypte, du Zimbabwe et du Japon avant d'être nommé, en 2008, nonce apostolique au Ghana.

Mgr Jean-Marie Mupendawatu, secrétaire délégué du dicastère pour le développement humain intégral

Ancien secrétaire du Conseil pontifical



pour la pastorale de la santé, Mgr Jean-Marie Mupendawatu est actuellement secrétaire délégué du dicastère pour le développement humain intégral. Originaire du diocèse de Butembo-Beni, Mgr Jean-Marie Mate Musivi Mupendawatu est né à Lubero en 1955. Il a fait ses études de philosophie et de théologie au séminaire « Pie X » de Bukavu et au séminaire universitaire «

Jean-Paul II » de Kinshasa. Il a été ordonné prêtre en 1982. Professeur puis recteur au petit séminaire de Musienene de 1982 à 1985, il a été ensuite aumônier au Canada au « Centre hospitalier de Verdun » et à l'« Hôtel-Dieu de Montréal » pour les personnes âgées. De 1985 à 1989, il a complété ses études à Rome, par un doctorat en droit canonique à l'université pontificale urbanienne. C'est en 1991 qu'il a commencé à travailler au dicastère romain pour la pastorale de la santé, où il a été nommé sous-secrétaire par Benoît XVI en 2009. Il est membre de l'Académie pontificale pour la vie et il est l'auteur de différentes publications dans le domaine de la bioéthique.

Père Jean-Pierre Bodjoko, directeur du service français-Afrique à la Radio Vatican et responsable du bureau de promotion de Radio Vatican pour la zone Afrique

C'est le « Monsieur Afrique » de la radio



Vatican, chargé de la promotion de la radio dans toute l'Afrique, le père Jean-Pierre Bodjoko est en contact permanent avec les radios catholiques sur le continent ainsi qu'avec les conférences épiscopales en Afrique. Le prêtre jésuite a été nommé directeur du service français-Afrique de Radio Vatican en 2012, où il évoluait déjà, et a pris ses fonctions en 2013. Licencié en Sciences de la communication de l'université pontificale salésienne de Rome et aussi licencié en théologie pastorale de l'université catholique du Congo, le père Jean-Pierre Bodjoko est aussi bachelier en philosophie de la faculté de philosophie Saint Pierre Canisius à Kimwenza/Kinshasa. Il a intégré la congrégation des Jésuites en 1986 après avoir interrompu ses études de sciences économiques à l'université de Kinshasa. Le père Jean-Pierre Bodjoko est l'auteur de l'ouvrage « Développement de la radio catholique en République démocratique du Congo » publié chez l'Harmattan en 2010.

Mgr Pierre Cibambo Ntakobajira, chargé de liaison internationale, Caritas internationalis

Prêtre du diocèse de Bukavu, l'abbé



Pierre Cibambo est assistant ecclésiastique et chargé de liaison internationale pour l'Afrique de Caritas Internationalis, confédération d'organisations catholiques d'action humanitaire et de développement. L'article 18 des Statuts de Caritas Internationalis confère à l'assistant ecclésiastique le mandat de favoriser l'esprit de communion entre les membres et avec le Saint-Siège. L'assistant ecclésiastique accompagne également la réflexion sur les questions d'ordre théologique et promeut l'identité catholique de Caritas Internationalis. L'abbé Pierre Cibambo a rejoint le secrétariat général de Caritas internationalis situé à la Cité du Vatican en l'an 2000, comme responsable du service Afrique, après avoir œuvré dans l'action humanitaire et de développement dans l'Archidiocèse de Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo.

Mgr Bernard Munono Muyembe, officiel du dicastère pour le développement humain intégral

Prêtre du diocèse de Luiza, Mgr Bernard Munono était auparavant officiel au Conseil pontifical justice et paix qui, depuis le 1er janvier dernier, fait désormais partie du dernier né des dicastères de la Curie romaine : le dicastère pour le développement humain intégral. Ce dicastère regroupe les compétences de quatre conseils pontificaux : la pastorale des migrants, la pastorale de la santé, justice et paix, et Cor Unum, sous la direction d'un préfet, le cardinal Peter Turkson, originaire du Ghana. La mission du dicastère consiste à rassembler et évaluer des documents concernant la justice, la paix, le progrès des peuples, la défense de la dignité, des droits humains, ceux touchant en particulier au travail, dont celui des mineurs. Il s'intéresse également à questions liées à l'esclavage, aux migrations, à l'armement, aux formes de torture, à la peine de mort et aux changements climatiques. Une section, spécifiquement consacrée aux phénomènes migratoires, est dirigée par le pape en personne.

Mgr Crispin Kimbeni, officiel à la congrégation pour l'évangélisation des peuples

Prêtre de l'archidiocèse de Kinshasa, Mgr Kimbeni est l'un des grands témoins de la vie de l'Église aujourd'hui et l'une de grandes personnalités de cette congrégation dont le rôle spécifique est, depuis toujours, la propagation de la foi dans le monde, avec la compétence particulière de coordonner toutes les forces missionnaires, donner des directives pour les missions, promouvoir la formation du clergé et de la hiérarchie locale, encourager la fondation de nouveaux instituts missionnaires et enfin pourvoir à l'aide matérielle pour les activités missionnaires. La congrégation est l'instrument ordinaire et exclusif du pape et du Saint-Siège pour exercer leur juridiction

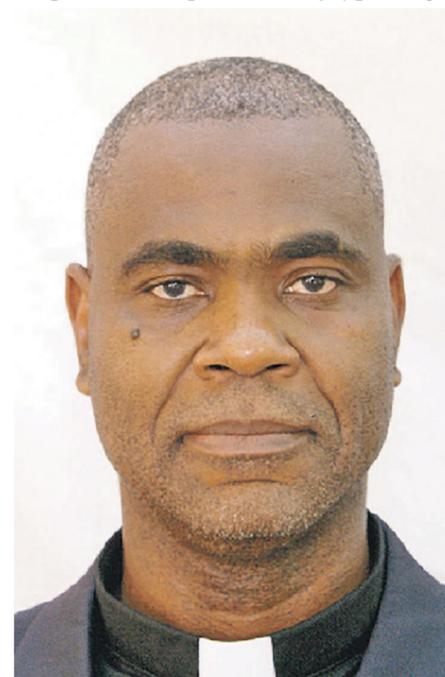
sur toutes les missions et sur la coopération missionnaire.

Abbé Jean-Pierre Sieme, membre de l'Académie mariale internationale, chargé de l'Afrique

Prêtre du diocèse d'Idiofa, l'abbé Jean-Pierre Sieme est membre de l'Académie mariale internationale, chargé de l'Afrique. Il est aussi professeur aux universités pontificales urbanienne, Antonianum et Marianum. L'Académie pontificale mariale internationale est un institut d'études et de recherches dans le domaine de la théologie mariale. Elle est chargée de l'interprétation des documents mariologiques officiels de l'Église. L'Académie peut aussi être chargée d'évaluer l'authenticité des apparitions mariales. C'est ainsi qu'elle a été chargée de plusieurs dossiers sur les apparitions. L'Académie pontificale mariale organise des rencontres annuelles et des congrès sur divers thèmes de mariologie, notamment sur les rapports de la mariologie avec la bible, le dialogue interreligieux, le dialogue œcuménique, la liturgie, l'évangélisation, la diaconie, l'ecclésiologie et la théologie fondamentale.

Père Jean-Baptiste Kikwaya, astronome à l'Observatoire du Vatican

Le père Jean-Baptiste Kikwaya, prêtre jé-



suite, est astronome depuis une dizaine d'années au sein de l'Observatoire du Vatican, institut de recherche scientifique qui dépend directement du Saint-Siège. Le prêtre congolais vit entre l'Italie, à Castel Gandolfo au sud de Rome, et les USA, à Tucson, où il effectue ses recherches dans les deux bureaux dont dispose l'Observatoire du Vatican. Né à Kinshasa en 1965, Jean-Baptiste Kikwaya est détenteur d'un doctorat en Astronomie de l'University of Western Ontario au Canada et d'une maîtrise en Théologie obtenue à la faculté Jésuite de Théologie Centre Sèvres à Paris, Jean-Baptiste Kikwaya est spécialiste des météores, des Fireballs (boules de feu) et des Near Earth Objects (les Objets proches de la Terre). Il est membre de l'International Astronomical Union, de l'American Astronomical Society Division for Planetary Science et de l'European Planetary Science Congress.

Patrick Ndongidi

Photo 1 Mgr Léon Kalenga Badikebele, Photo 2 Mgr Jean-Marie Mupendawatu, Photo 3 Père Jean-Pierre Bodjoko, Photo 4 Mgr Pierre Cibambo Ntakobajira, Photo 5 Père Jean-Baptiste Kikwaya

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Une réunion sur la RDC attendue le 18 septembre à New-York

Cette réunion que va présider le chef des opérations de maintien de la paix s'articulera sur des différents thèmes dont l'Accord du 31 décembre, le processus électoral, les mesures de décripation, les droits de l'Homme ainsi que l'engagement régional de la RDC.

La situation politique en République démocratique du Congo (RDC) constitue toujours une préoccupation pour l'Organisation des Nations unies qui n'arrête de scruter les éventuelles possibilités susceptibles de tirer ce pays d'Afrique centrale de l'impasse politique dans laquelle il s'est engouffré. La non-organisation des élections en décembre 2016 a, en effet, entraîné la RDC dans une spirale d'instabilité sur fond d'interminables négociations sans pour autant résoudre l'équation politique liée au maintien de Joseph Kabila à la tête du pays. L'accord signé le 31 décembre 2016 sous la médiation de l'épiscopat catholique peine dans sa mise en application avec des engagements toujours non respectés notamment sur le volet de la décripation politique avec, en prime, l'incertitude d'organiser les élections d'ici fin 2017.

Alors que tous les signaux attestent qu'il n'y a rien à attendre en décembre 2017, il appartient à la classe politique, plus précisément au CNSA, au gouvernement et à la Céni, d'évaluer, en conformité avec l'accord de la Saint-Sylvestre, l'ensemble du processus électoral et de pro-



Une réunion du Conseil de sécurité

poser un nouvel échéancier sur la base des contraintes enregistrées. Là-dessus, la Mission des Nations unies au Congo (Monusco) estime, à juste titre d'ailleurs, qu'elle n'a aucun mot à dire quant à la manière dont les Congolais sont amenés à gérer leur processus électoral. « Ce n'est pas à la Monusco de dire si oui ou non les élections sont possibles », a déclaré le mercredi 6 septembre la porte-parole de l'institution onusienne Fabienne Pompey au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa. Le Conseil de sécurité qui avait déjà demandé expressément à la Céni de publier le plus rapidement possible le calendrier électoral, attend qu'elle s'exécute. Sinon, a fait savoir ce cadre onusien, la Monusco sera dans l'impossibilité de se prononcer sur la suite des événements en RDC. L'occasion était, par ailleurs, fort belle pour Fabienne Pompey qui a annoncé, séance tenante, la tenue le 18 septembre au siège de l'ONU à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations

unies, d'une réunion de haut niveau sur la RDC que va présider le chef des opérations de maintien de la paix. Plusieurs thèmes seront abordés au cours de cette réunion, partant du soutien à l'Accord du 31 décembre au soutien au processus électoral en passant par les mesures de décripation, les droits de l'Homme ainsi que le soutien à l'engagement régional. Les autorités congolaises seront représentées à cette rencontre d'où pourraient peut être sortir des recommandations salutaires pour la RDC en quête d'un schéma idoine susceptible de faciliter un atterrissage en douceur du processus démocratique.

Entre-temps, il est fait état de la visite imminente en RDC du Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé de la Sûreté et la Sécurité, Peter Thomas Drennan. Après ses rencontres avec les ministres congolais des Affaires étrangères et de l'Intérieur, il devrait avoir des séances de travail avec les hauts responsables de la Monusco avant de se rendre à Goma et à Kananga.

Alain Diasso

VIE ASSOCIATIVE

Echange d'expériences entre l'AEST et Caritas Congo

Une délégation de l'Association évangélique pour la santé au Tchad (AEST) vient de séjourner à Kinshasa dans le souci de s'imprégner du travail que fait Caritas Congo dans le développement des associations et d'accompagnement des structures de base.

« Nous sommes venus apprendre à Caritas Congo ASBL, qui est leader sous-régional en matière de développement des associations et d'accompagnement des structures de base. Ayant eu des échos sur cette grande organisation congolaise, nous sommes venus avec l'administrateur financier de notre association Nadjimat Dingamwal Valentin », a déclaré M. Mbayanbé Nololito, secrétaire général du Conseil d'administration de l'AEST au sortir de la séance de restitution de leur mission au staff de Caritas Congo ASBL. De cet échange d'expériences entre l'AEST et Caritas Congo, les hôtes de Caritas Congo ont tiré plusieurs leçons. « Toute la vie de Caritas est une leçon pour nous. C'est vrai, c'est une structure de l'Église qui est par-

tie de rien pour faire des choses grandioses. Même la visibilité, au niveau du siège de Caritas Congo ASBL déjà, est une leçon pour nous. L'organisation, le recrutement des cadres, la mise en œuvre des projets, la mobilisation des ressources, le rapport avec les bailleurs, l'obligation de rendre compte, etc. Tout cela, ce sont des choses que nous avons apprises. Nous sommes repartis enrichis », a déclaré Mbayanbé. Tout au long de son séjour à Kinshasa, la délégation de l'AEST a eu des séances de travail avec différents responsables des services et cellules de Caritas Congo ASBL. Ils ont abordé plusieurs thématiques dont la gestion des ressources humaines, la gestion des approvisionnements en médicaments, le leadership et gouvernance, les mutuelles de santé...

Outre des séances de travail avec Caritas Congo, la délégation tchadienne s'est rendue aussi à SANRU, une association protestante qui s'occupe de la santé rurale, avant de présenter les résultats de leur mission au secré-

taire exécutif et au 2e secrétaire exécutif adjoint chargé de la qualité des projets de Caritas Congo ASBL, Thaddée Barega. Après cette rencontre fort enrichissante, la délégation de l'AEST promet de transformer déjà en actions certaines des leçons apprises à Kinshasa

La délégation tchadienne envisage aussi de revenir, si possible, pour une autre visite pour approfondir certaines choses par rapport aux actions qui seront menées. Créée en 2011 et reconnue officiellement le 27 septembre 2013, l'AEST compte une centaine d'agents au niveau des structures de santé. Son organe central n'a pas encore de personnel permanent : le directeur exécutif est un bénévole tandis que le directeur financier a un autre emploi. Rappelons que la venue de l'AEST à Kinshasa est le fruit de la 8e conférence biennale des Associations chrétiennes de la santé en Afrique regroupées en réseaux, tenue au Lesotho du 27 février au 3 mars 2017.

A.Nz.

KONGO-CENTRAL

Des cadres du ministère de la Santé formés sur la gestion de l'information sanitaire

Soixante-treize cadres de trente et une zones de santé du Kongo Central et prestataires dans l'analyse et l'utilisation des données du Système national d'informations sanitaires (SNIS) ont été formés dernièrement sur la gestion de l'information sanitaire dans la ville de Matadi.

À en croire le Dr Pierrot Mfundani du bureau de l'information sanitaire de la division provinciale de la santé du Kongo central, cette formation a permis aux participants de renforcer leurs capacités dans la gestion de l'information sanitaire. En organisant cette formation, le souci de la division provinciale de la santé a fait savoir le Dr Pierrot vise à favoriser l'utilisation de nouveaux outils du système national d'informations sanitaires révisés et à développer les compétences dans l'analyse des données et la démarche décisionnelle fondée sur les évidences.

Les participants à cette formation, indique le Dr Pierrot cité par l'Agence congolaise de presse, se sont recrutés parmi les méde-

cins chefs de zone, les infirmiers superviseurs des soins de santé primaires et d'autres cadres sélectionnés parmi les agents des bureaux centraux de zones qui ont suivi la formation en SNIS - DHIS2 (logiciel) et ayant la maîtrise dans l'analyse des données, a-t-il noté.

Des experts de la division de SNIS /5e direction nationale et du bureau info-sanitaire formés à Kinshasa en mars 2017 ont assuré la facilitation de cette formation. Expliquant les raisons qui ont conduit à l'organisation de cette formation, le Dr Mfundani a déclaré « Ce renforcement des capacités est parti de la conséquence du problème de logiciel DHIS2 sur la gestion de l'info-sanitaire surchargé et qui a nécessité la révision des outils de collectes et de transmission des données ». À l'issue de cette formation qui s'est avérée très bénéfique, les participants sont suffisamment outillés pour bien assurer la gestion de l'information sanitaire.

Aline Nzuzi

AIRES PROTÉGÉES

Lancement des travaux de la clôture électrique du parc national des Virunga

Le projet, qui a pour objectif principal la protection des animaux qui traversent, mais également les cultures des populations environnantes, est la réponse de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) aux nombreuses plaintes des populations.



Parc national des Virunga

Le projet d'installation d'une clôture électrique le long des limites du parc et du village a été lancé le 4 septembre. La fondation Virunga et l'ONG locale Virunga Yetu qui ont lancé ce projet ont noté que cette idée est mise en place pour mettre fin au conflit opposant ces cinq dernières années le parc national des Virunga à la population riveraine d'Ishasha dans le Rutshuru. La longueur de la clôture électrique qui sera installée est de 10 km et les travaux prendront deux mois.

Mettre fin aux plaintes des populations

Le superviseur des travaux de la Fondation Virunga, Jean-Claude Mulengezi, a noté à radiokapi.net que ce projet est la réponse de l'ICCN aux nombreuses plaintes des populations. À l'en croire, la clôture a pour objectif principal la protection des animaux qui traversent mais également des cultures. « Cette clôture, en plus de protéger les cultures, préservera aussi les éléphants des menaces des braconniers », a-t-il expliqué. Dans le cadre de ce projet, note-t-on, Virunga Yetu a également engagé Plus de cent jeunes, hommes et femmes, afin d'ouvrir les layons et installer cette barricade électrique. Il est, en effet, rappelé que les villageois accusent les gardiens du parc de ne pas empêcher les éléphants de détruire leurs cultures. Ces pachydermes quittaient régulièrement le parc pour aller chercher leur nourriture dans les champs qui sont souvent saccagés après leur passage.

Lucien Dianzenza

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Une réunion sur la RDC attendue le 18 septembre à New-York

Cette réunion que va présider le chef des opérations de maintien de la paix s'articulera sur des différents thèmes dont l'Accord du 31 décembre, le processus électoral, les mesures de décrispation, les droits de l'Homme ainsi que l'engagement régional de la RDC.

La situation politique en République démocratique du Congo (RDC) constitue toujours une préoccupation pour l'Organisation des Nations unies qui n'arrête de scruter les éventuelles possibilités susceptibles de tirer ce pays d'Afrique centrale de l'impasse politique dans laquelle il s'est engouffré. La non-organisation des élections en décembre 2016 a, en effet, entraîné la RDC dans une spirale d'instabilité sur fond d'interminables négociations sans pour autant résoudre l'équation politique liée au maintien de Joseph Kabila à la tête du pays. L'accord signé le 31 décembre 2016 sous la médiation de l'épiscopat catholique peine dans sa mise en application avec des engagements toujours non respectés notamment sur le volet de la décrispation politique avec, en prime, l'incertitude d'organiser les élections d'ici fin 2017.

Alors que tous les signaux attestent qu'il n'y a rien à attendre en décembre 2017, il appartient à la classe politique, plus précisément au CNSA, au gouvernement et à la Céni, d'évaluer, en conformité avec l'accord de la Saint-Sylvestre, l'ensemble du processus électoral et de proposer un nouvel échéancier sur



Une réunion du Conseil de sécurité

la base des contraintes enregistrées. Là-dessus, la Mission des Nations unies au Congo (Monusco) estime, à juste titre d'ailleurs, qu'elle n'a aucun mot à dire quant à la manière dont les Congolais sont amenés à gérer leur processus électoral. « Ce n'est pas à la Monusco de dire si oui ou non les élections sont possibles », a déclaré le mercredi 6 septembre la porte-parole de l'institution onusienne Fabienne Pompey au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa. Le Conseil de sécurité qui avait déjà demandé expressément à la Céni de publier le plus rapidement possible le calendrier électoral, attend qu'elle s'exécute. Sinon, a fait savoir ce cadre onusien, la Monusco sera dans l'impossibilité de se prononcer sur la suite des événements en RDC. L'occasion était, par ailleurs, fort belle pour Fabienne Pompey qui a annoncé, séance tenante, la tenue le 18 septembre au siège de l'ONU à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, d'une réunion de haut ni-

veau sur la RDC que va présider le chef des opérations de maintien de la paix. Plusieurs thèmes seront abordés au cours de cette réunion, partant du soutien à l'Accord du 31 décembre au soutien au processus électoral en passant par les mesures de décrispation, les droits de l'Homme ainsi que le soutien à l'engagement régional. Les autorités congolaises seront représentées à cette rencontre d'où pourraient peut être sortir des recommandations salutaires pour la RDC en quête d'un schéma idoine susceptible de faciliter un atterrissage en douceur du processus démocratique.

Entre-temps, il est fait état de la visite imminente en RDC du Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé de la Sûreté et la Sécurité, Peter Thomas Drennan. Après ses rencontres avec les ministres congolais des Affaires étrangères et de l'Intérieur, il devrait avoir des séances de travail avec les hauts responsables de la Monusco avant de se rendre à Goma et à Kananga.

Alain Diasso

VIE ASSOCIATIVE

Echange d'expériences entre l'AEST et Caritas Congo

Une délégation de l'Association évangélique pour la santé au Tchad (AEST) vient de séjourner à Kinshasa dans le souci de s'imprégner du travail que fait Caritas Congo dans le développement des associations et d'accompagnement des structures de base.

« Nous sommes venus apprendre à Caritas Congo ASBL, qui est leader sous-régional en matière de développement des associations et d'accompagnement des structures de base. Ayant eu des échos sur cette grande organisation congolaise, nous sommes venus avec l'administrateur Nadjitam Dingamwal Valentin », a déclaré M. Mbayanbé Nlolitow, secrétaire général du Conseil d'administration de l'AEST au sortir de la séance de restitution de leur mission au staff de Caritas Congo ASBL. De cet échange d'expériences entre l'AEST et Caritas Congo, les hôtes de Caritas Congo ont tiré plusieurs leçons. « Toute la vie de Caritas est une leçon pour nous. C'est vrai, c'est une structure de l'Église qui est par-

tie de rien pour faire des choses grandioses. Même la visibilité, au niveau du siège de Caritas Congo ASBL déjà, est une leçon pour nous. L'organisation, le recrutement des cadres, la mise en œuvre des projets, la mobilisation des ressources, le rapport avec les bailleurs, l'obligation de rendre compte, etc. Tout cela, ce sont des choses que nous avons apprises. Nous sommes repartis enrichis », a déclaré Mbayanbé. Tout au long de son séjour à Kinshasa, la délégation de l'AEST a eu des séances de travail avec différents responsables des services et cellules de Caritas Congo ASBL. Ils ont abordé plusieurs thématiques dont la gestion des ressources humaines, la gestion des approvisionnements en médicaments, le leadership et gouvernance, les mutuelles de santé...

Outre des séances de travail avec Caritas Congo, la délégation tchadienne s'est rendue aussi à SANRU, une association protestante qui s'occupe de la santé rurale, avant de présenter les résultats de leur mission au secré-

taire exécutif et au 2e secrétaire exécutif adjoint chargé de la qualité des projets de Caritas Congo ASBL, Thaddée Barega. Après cette rencontre fort enrichissante, la délégation de l'AEST promet de transformer déjà en actions certaines des leçons apprises à Kinshasa

La délégation tchadienne envisage aussi de revenir, si possible, pour une autre visite pour approfondir certaines choses par rapport aux actions qui seront menées. Créée en 2011 et reconnue officiellement le 27 septembre 2013, l'AEST compte une centaine d'agents au niveau des structures de santé. Son organe central n'a pas encore de personnel permanent : le directeur exécutif est un bénévole tandis que le directeur financier a un autre emploi. Rappelons que la venue de l'AEST à Kinshasa est le fruit de la 8e conférence biennale des Associations chrétiennes de la santé en Afrique regroupées en réseaux, tenue au Lesotho du 27 février au 3 mars 2017.

A.Nz.

KONGO-CENTRAL

Des cadres du ministère de la Santé formés sur la gestion de l'information sanitaire

Soixante-treize cadres de trente et une zones de santé du Kongo Central et prestataires dans l'analyse et l'utilisation des données du Système national d'informations sanitaires (SNIS) ont été formés dernièrement sur la gestion de l'information sanitaire dans la ville de Matadi.

À en croire le Dr Pierrot Mfundani du bureau de l'information sanitaire de la division provinciale de la santé du Kongo central, cette formation a permis aux participants de renforcer leurs capacités dans la gestion de l'information sanitaire. En organisant cette formation, le souci de la division provinciale de la santé a fait savoir le Dr Pierrot vise à favoriser l'utilisation de nouveaux outils du système national d'informations sanitaires révisés et à développer les compétences dans l'analyse des données et la démarche décisionnelle fondée sur les évidences.

Les participants à cette formation, indique le Dr Pierrot cité par l'Agence congolaise de presse,

se sont recrutés parmi les médecins chefs de zone, les infirmiers superviseurs des soins de santé primaires et d'autres cadres sélectionnés parmi les agents des bureaux centraux de zones qui ont suivi la formation en SNIS - DHIS2 (logiciel) et ayant la maîtrise dans l'analyse des données, a-t-il noté.

Des experts de la division de SNIS /5e direction nationale et du bureau info-sanitaire formés à Kinshasa en mars 2017 ont assuré la facilitation de cette formation. Expliquant les raisons qui ont conduit à l'organisation de cette formation, le Dr Mfundani a déclaré « Ce renforcement des capacités est parti de la conséquence du problème de logiciel DHIS2 sur la gestion de l'info-sanitaire surchargé et qui a nécessité la révision des outils de collectes et de transmission des données ». À l'issue de cette formation qui s'est avérée très bénéfique, les participants sont suffisamment outillés pour bien assurer la gestion de l'information sanitaire.

Aline Nzuzi

AIRES PROTÉGÉES

Lancement des travaux de la clôture électrique du parc national des Virunga

Le projet, qui a pour objectif principal la protection des animaux qui traversent, mais également les cultures des populations environnantes, est la réponse de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) aux nombreuses plaintes des populations.



Parc national des Virunga

Le projet d'installation d'une clôture électrique le long des limites du parc et du village a été lancé le 4 septembre. La fondation Virunga et l'ONG locale Virunga Yetu qui ont lancé ce projet ont noté que cette idée est mise en place pour mettre fin au conflit opposant ces cinq dernières années le parc national des Virunga à la population riveraine d'Ishasha dans le Rutshuru. La longueur de la clôture électrique qui sera installée est de 10 km et les travaux prendront deux mois.

Mettre fin aux plaintes des populations

Le superviseur des travaux de la Fondation Virunga, Jean-Claude Mulengezi, a noté à radiookapi.net que ce projet est la réponse de l'ICCN aux nombreuses plaintes des populations. À en croire, la clôture a pour objectif principal la protection des animaux qui traversent mais également des cultures. « Cette clôture, en plus de protéger les cultures, préservera aussi les éléphants des menaces des braconniers », a-t-il expliqué. Dans le cadre de ce projet, note-t-on, Virunga Yetu a également engagé Plus de cent jeunes, hommes et femmes, afin d'ouvrir les layons et installer cette barricade électrique. Il est, en effet, rappelé que les villageois accusent les gardiens du parc de ne pas empêcher les éléphants de détruire leurs cultures. Ces pachydermes quittaient régulièrement le parc pour aller chercher leur nourriture dans les champs qui sont souvent saccagés après leur passage.

Lucien Dianzenza

KOUILOU

La 2^e session de formation des animateurs Redd+ a été ouverte le 7 septembre

Pendant trois jours, les animateurs Redd+ seront formés afin d'assurer le relais des informations de la CN-Redd en sensibilisant en temps réel les parties prenantes (populations locales et autochtones comprises) dans les zones les plus reculées du pays.

Après la première formation des animateurs organisée en 2016 dans les chefs-lieux des 12 départements de la République du Congo axée sur les cinq options stratégiques de la stratégie nationale Redd+, l'architecture de la Redd+ et le carbone forestier, la coordination nationale a initié cette deuxième formation qui va également contribuer au renforcement et à la consolidation du réseau d'animateurs Redd+ mis en place précédemment.

En ouvrant les travaux, Majep Obama, vice-président du comité départemental Redd+ Kouilou (Codepa-Redd+K) qui avait à ses côtés Mme Lill Teddy Diakabana, responsable de la cellule décentralisée CN Redd+ Kouilou-Pointe-Noire a



Les participants à la 2^e formation des animateurs Redd+ /Crédit photo»DR»

exhorté les animateurs à s'approprier le processus Redd+ et à être des animateurs intelligents pour faire face aux changements climatiques. Au cours de ces trois jours de formation, les communications porteront sur les outils-clés du processus Redd+, la stratégie nationale Redd+ et tout particulièrement

les cinq options stratégiques Redd+, les bénéfices carbone et non carbone, les principes et critères des PCI-Redd, les principales activités et principaux acteurs-clés du ER-Programme (Sangha-Likouala).

Avec ses 23, 5 millions d'hectares de forêts soit 69 % du territoire national, la République du

Congo s'est engagée au processus Redd+ en 2008. Mais c'est en 2012 qu'il a reçu les premiers dons des principaux bailleurs (Programme ONU-Redd et FCPF de la Banque mondiale). Signalons que Redd+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation forestière), avec inclusion de

la gestion durable des forêts, de la conservation de la biodiversité et de l'accroissement des stocks de carbone (les trois composantes qui constituent le +). Son objectif général est de contribuer au développement durable et à la lutte contre les changements climatiques.

Hervé Brice Mampouya

CIRQUE

Frédéri Vernier et Justine Berthillot s'expriment à travers le Noos

Les deux artistes vont présenter le 9 septembre au centre culturel Jean-Baptiste-Tati Loutard à Pointe-Noire leur chorégraphie sur le Noos, une danse acrobatique qui a pour point de départ leur corps.

Le Noos est une danse pas comme les autres, c'est une articulation ou désarticulation du corps, un nouvel équilibre ou un essai de la chute. Il s'agit d'une danse charnelle et fascinante dans laquelle le main-à-main est le maître mot. L'humour, la tendresse ainsi que la complicité sont omniprésents. Dans cette chorégraphie qui s'exécute à deux Justine est la voltigeuse et Frédéric le porteur. Ce duo prometteur risque bien d'ouvrir une nouvelle page de l'histoire de l'acrobatie grâce à sa créativité si moderne. À travers ce Noos, ces deux artistes offrent tout simplement leur vision de l'acrobatie : un corps-à-corps brut presque rude, à la fois puissant et fragile qui prend en compte toute la réalité charnelle.

Justine Berthillot et Frédéric Vernier proposent au public une forme de spectacle où acrobatie rime moins avec puissance que

délicatesse, un spectacle intelligent, beau, touchant et drôle. Sur scène, on les voit courir, ils s'étreignent, s'élèvent et chutent, dans une prise d'élan sans retenue mais en symbiose entre force, faiblesse, prouesses et relâchés. Leurs corps osent une manipulation qui est à la fois innocente, emportée, rieuse et parfois violente.

Ces deux artistes jouent avec les limites de leur corps, en exécutant la danse du Noos. Le samedi 9 septembre, les Ponténégrins sauront un peu plus sur cette danse acrobatique qui a pour point de départ le corps de ces deux artistes et ce qu'ils sont : des portants et des portés, comme tout un chacun l'est à sa manière. À la différence que leur manière est radicalement physique, la même chose et autre-



Les deux artistes exécutant le Noos /crédit photo»DR»

ment. Notons que ce spectacle est une production de l'Institut français du Congo (IFC) et pendant plus de 30 minutes, Frédéric Vernier et Justine Berthillot vont permettre au public de passer un moment de bonheur et de fascination. Le duo va également effectuer une tournée africaine en ce mois de septembre qui va l'amener d'abord le 13 septembre à Djibouti, le 16 à Maurice, le 20 à Kigali (Rwanda), le 23 à Tananarive (Madagascar), le 27 à Abidjan en Côte d'Ivoire et le 29 à Conakry en Guinée.

Hugues Prosper Mabonzo

DISTINCTION

Le Rénape primera le président de la République le 6 novembre

La remise du prix Grand Ami de la terre et de l'air pur à Denis Sassou N'Gusso, président de la République du Congo, initié par le Réseau national agropastoral et de l'environnement (Rénape) aura lieu le 6 novembre à Pointe-Noire à l'occasion de la journée nationale de l'arbre. Cette récompense est le fruit de nombreuses actions menées par le chef de l'État en faveur la protection de l'environnement et la préservation de la biodiversité.



Crépin Telinganou, président du Rénape /Crédit photo»Adiac»

Les initiatives telles qu'Autosuffisance alimentaire d'ici à l'an 2000, Un peuple qui ne produit pas ce qu'il consomme n'est pas un peuple libre, la journée nationale de l'arbre, l'engagement à la Cop 21, la Vision verte, le Fonds bleu sont autant d'actes et de faits du président de la République qui n'ont pas échappé à la Commission d'organisation de la remise du prix Grand Ami de la terre et de l'air pur qui, en décernant ce prix, l'élève aussi au rang de facilitateur et devient de facto un membre d'honneur de la commission d'organisation.

Depuis 2012, le Rénape distingue les personnes morales et physiques de toutes obédiences pour leurs actions dans les questions agropastorales et de l'environnement. Au cours de cette cérémonie sera lancée aussi la 7^e édition de l'émulation quartier et villages propres sans objets plastiques usés, Plantons un arbre pour les générations de demain. Dirigé par Crépin Telinganou, le Rénape qui a été créé en 2010 a pour objectifs de lutter contre la pauvreté et de promouvoir le développement durable et l'environnement sain.

Hervé Brice Mampouya

MOTS FLÉCHÉS N°158

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

FAIRE ENTRER DANS UN ENSEMBLE RÉPERTORIÉ	DÉPASSÉS CUBES À JETER POUR JOUER	REPOS DE L'ESPRIT	INSCRITS, MAIS NON VOTANTS	DOTÉ DE VOILES PARTIE DU MONDE	D'UN GOÛT ACIDE VILLE DU LOIRET	MANIÈRES
			CA FAIT DU BRUIT GREFFE			
PRÉCISION D'ADRESSE TEL UN QUARTIER HUPPÉ		TOURNA ENCORE LA VIS PARTIE DU TRONC				DEMEURE EN CAMPAGNE
HABITANT DE LA RÉGION D'ARRAS	ASCENSION AGITATION			LINGUISTE ET ROMANCIER ITALIEN DÉVOTION		
				ANIMAL QUI FAIT LA ROUE		
BERNÉS		AVANT UNE EXPLICATION	COLORÉS			
IMAGERIE MÉDICALE		MOT POUR DESIGNER SOMME MISE DE CÔTÉ		LE JOUR S'Y LÈVE SYNDICAT DE L'ÉDITION		SUIVIT LES AFFAIRES
BRUNIR	POISON LIEU PLANTÉ D'ARBRES		ANCIENNE ARMÉE FÉODALE EST-OUEST		DE L'ARGENT POUR LE CHIMISTE NOÏE	
			COUVERT DE FLOCONS IL PORTE LA GRAPPE			
TEMPS UNIVERSEL DE LA COULEUR DE LAZUR		FORME DE VOLCAN		DE GLACE AU MONT BLANC OISEAU		
			IL EST OUVERT POUR GUETTER	POUR L'APRÈS-MIDI BOISSON AU SALON		CLUB ESPAGNOL DE FOOTBALL
BOIRE COMME UN ANIMAL	IL CREUSE L'ÉCORCE À COUPS DE BEC	HOMME DE LETTRES BRAME				ELLE PRÉPARE LES FUTURS ENSEIGNANTS
			PLUTÔT VAPOREUSE CONSTANTE DU CERCLE			
DEUX POUR UN ROMAIN VARIÉTÉS DÉCRITS		OBSERVÉE SECRÈTEMENT			DIALECTE CHINOIS	
				PÉRIODES DE FROID		

SUDOKU N°158

>FACILE

4		5		1		6	3	
1	9	7	6			4	5	8
			5	9				
	1			7			4	5
		4				2		
9	7			4			8	
				3	7			
3	4	6			1	8	7	2
	8	9		6		5		3

>MOYEN

								7
5	1			9	7	2	3	
	2	3						4
2				9	1			7
8								3
4				3	8			5
3							5	2
			5	2	3	9		4
8								6

>DIFFICILE

	3		7						1
1	2	7				6	5		
							9	8	
				3	7			1	
	7	2		4		5	3		
	4			9	2				
2	1								
	5	3					1	8	6
9						1		2	

MOTS CROISÉS N°158

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT 1. Qui vont être rendus à la vie civile. - 2. Met de niveau. Réduit en poudre. - 3. Pou familial. Langage pour l'informaticien. - 4. Très tendance. Es au goût. - 5. Ville de plusieurs conciles. Comme un hareng. - 6. Préfixe d'égalité. Certains l'aiment chaud. Négation. - 7. Une sorte de restaurant. Solidement établi. - 8. Jurassique inférieur. Ville du sud-ouest du Nigeria. - 9. Le jardin d'Ève. Bonne pour la machine. - 10. Espèces de karaokés pour les oiseaux.

>VERTICALEMENT A. Ils étudient une langue morte. - B. Se montre persifleur. Il est bon à être jeté. - C. Peut parfois blesser. Infliger une sanction. - D. Une source pour La Fontaine. Terminé. - E. Île charentaise. Le vaincu d'Appomattox. - F. Illumine un éclairer. Se place sur une soucoupe. - G. Charbons ardents. Astate. - H. Finit par barber. Sédiment meuble très fin. - I. Blondit en été. Fondu avec d'autres partis. - J. Devenues plus sûres.

MOTS À MOTS N°158

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- ① LAIE + REPS = E | | | | | | | |
- ② ALEA + PURE = | | | E | | | |
- ③ TIGE + AMER = | | | | | | | G

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°157

C	U	H	E	C	A						
C	H	E	N	A	I	E	S	H	E	R	A
A	M	I	N	C	I	S	S	A	N	T	E
P	R	O	S	T	R	A	I	L	L	E	R
C	U	E	B	E	R	L	U	E	E		
M	U	L	E	A	T	T	V	A			
T	U	R	B	I	N	E	S	E	N	A	
P	I	E	R	R	E	E	T	A	R	I	N
E	O	I	S	I	V	E	A	S	E		
I	R	E	N	E	G	E	L	A	E		
C	E	D	E	S	E	R	T	E	R		
C	E	L	E	B	R	A	T	M	A	F	
N	O	S	A	E	T	E	T	E			
I	T	T	I	S	S	E	O	L	A		
A	P	A	N	A	T	O	U	E	R		
A	I	G	U	S	S	A	O	S	E	E	

MOTS CROISÉS N°157

C	H	A	M	B	A	R	D	E	R
E	I	N	A	U	D	I	T		
R	E	I	N	E	A	I	R	E	
E	R	S	E	A	D	E	R		
B	E	T	A	G	E	N			
R	I	S	T	A	H	A	N	E	
A	S	E	R	S	C	E	S		
L	E	S	A	S	T	R	E	S	
E	R	O	P	E	R	E	O		
S	I	E	N	S	E	S	S		

SUDOKU N°157

7	4	5	8	3	1	9	2	6
9	1	6	2	5	4	3	7	8
2	8	3	9	7	6	1	4	5
5	9	7	3	6	8	2	1	4
1	6	4	7	2	5	8	3	9
3	2	8	4	1	9	5	6	7
6	7	1	5	9	3	4	8	2
8	3	9	6	4	2	7	5	1
4	5	2	1	8	7	6	9	3
1	3	7	8	6	4	9	2	5
4	5	9	2	7	1	6	3	8
8	6	2	3	5	9	1	7	4
3	9	5	7	1	8	4	6	2
6	7	8	4	3	2	5	1	9
2	4	1	5	9	6	3	8	7
7	2	6	9	4	3	8	5	1
5	1	4	6	8	7	2	9	3
9	8	3	1	2	5	7	4	6
7	4	8	6	9	3	1	5	2
1	3	5	2	8	4	6	7	9
9	2	6	5	7	1	3	4	8
2	8	1	7	4	5	9	6	3
6	9	7	3	2	8	4	1	5
4	5	3	9	1	6	8	2	7
3	7	9	4	6	2	5	8	1
8	6	2	1	5	9	7	3	4
5	1	4	8	3	7	2	9	6

MOTS À MOTS N°157

1/ PÉDIATRE - 2/ PERDREAU - 3/ RÉALISME.